

Québec, le 6 mai 2016

**Objet :** Demande d'accès aux documents adressée au MEES  
Notre dossier : 16310/16-25

Monsieur,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès reçue le 29 avril 2016, visant à obtenir les documents suivants :

- Tous les protocoles d'ententes signés par notre ministère avec les organismes accrédités par le programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE). Dans la mesure où ces documents ne pourraient être rendus publics, une liste des organismes accrédités et le montant annuel qu'ils reçoivent de la part du programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE).

Le 5 mai 2016, madame Johanne Carrier, de ma direction, a communiqué avec vous, afin de préciser votre demande. Cette conversation a permis d'établir que vous ne désirez plus obtenir les protocoles d'ententes puisque c'est très volumineux et que des frais seraient exigés.

Pour ce qui est de la liste des organismes accrédités pour le programme PACTE et le montant annuel qu'ils reçoivent, ce document est diffusé sur le site Web de l'Assemblée nationale lors de l'Étude des crédits du Ministère. Voir plus précisément, les renseignements particuliers de l'opposition officielle, question numéro 74, à l'adresse suivante :

<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CCE/mandats/Mandat-35055/documents-deposes.html>

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents,

**Original signé**

Ingrid Barakatt

IB/JC/jr

p. j.

## Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (la Loi).

### Révision par la Commission d'accès à l'information

#### a) *Pouvoir :*

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	575, rue St-Amable Bureau 1.10 Québec (Québec) G1R 2G4	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 514 844-6170

#### b) *Motifs :*

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### c) *Délais :*

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).